

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 JUIN 1926.

Projet de loi modifiant le tarif des douanes ainsi que certains droits d'accise et établissant ou revisant des taxes de consommation ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DES FINANCES,
DES BUDGETS ET DES ÉCONOMIES ⁽²⁾, PAR M. **FRANCK**.

MESSIEURS,

Le projet de loi modifie le tarif des douanes, ainsi que certains droits d'accises, et établit ou revise des taxes de consommation.

Le Gouvernement attend de ces mesures environ 529 millions de francs.

Ces ressources seront intégralement affectées au Fonds d'amortissement de la Dette.

Elles ne sont demandées que pour quatre ans.

Votre Commission, après avoir reconnu l'urgence des mesures financières proposées par le Gouvernement et la nécessité absolue de créer immédiatement les ressources dont il s'agit si l'on veut parer à la crise si grave que nous traversons, a procédé à l'examen détaillé des dispositions qui vous sont proposées.

Cet examen a pu se faire sur le champ. Le projet se place, en effet, dans le cadre des principes consacrés déjà par la législation existante. Ces principes ont fait l'objet de travaux et de débats parlementaires dont le souvenir n'est pas effacé. Le projet se borne, soit à relever les droits existants, soit à en étendre l'application à des matières connexes.

MM. les Ministres compétents et les fonctionnaires de leurs services ont fourni à la Commission tous les renseignements qu'elle a pu désirer.

DROITS DE DOUANE.

La Commission a tout d'abord constaté l'accord complet du Gouvernement sur ce principe essentiel que le projet n'avait qu'un objet fiscal, toute application de portée protectionniste en serait écartée, spécialement dans l'usage des

⁽¹⁾ Projet de loi, n° 314.

⁽²⁾ La Commission est présidée par MM. Hallet, président, Bologne, Brusselmans, Carlier, David, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Franck, Golenvaux, Lepage, Hoen, Lepage, Merlot, Pecher, Pussemier, Sap, Soudan, Strauss, Van Ackere, Wauwermans.

facultés fort larges d'adaptation que le projet laisse au Pouvoir exécutif. Les assurances les plus formelles nous ont été données à cet égard ; seul l'intérêt du Trésor, seule la nécessité de maintenir les ressources nouvelles à la hauteur des besoins des Fonds d'amortissement guideront le Gouvernement.

La Commission a tenu d'ailleurs à restreindre dans le temps les pouvoirs exceptionnels ainsi accordés : elle est certaine de traduire le sentiment du Pays et la volonté de la Chambre en exprimant le vœu que dans le délai le plus bref, le tarif des douanes puisse reprendre son caractère ancien de stabilité et que seul le pouvoir législatif y apporte des modifications, C'est un principe essentiel de notre droit public, auquel il ne peut être porté atteinte.

Examinant ensuite, poste par poste, les modifications et relèvements proposés, la Commission s'est assurée de ce qu'aucun d'eux ne paraissait modifier les conditions vitales de notre industrie d'exportation ou de notre commerce international ; le Gouvernement a d'ailleurs confirmé que si des inconvénients sérieux se révélaient, il userait pour y remédier des pouvoirs qu'il tient de la législation.

Nous avons ensuite constaté que dans une large mesure le relèvement des droits se justifiait dans des conditions nouvelles de notre change : il va de soi que des droits au poids ou à la mesure établis quand le change était à 100 se trouvent modifiés gravement quand le cours monte à 150. C'est un des inconvénients connus et prévus des droits spécifiques. Le Gouvernement ne tient compte de ce facteur que dans un certain nombre de cas ; c'est dire que dans les autres cas, beaucoup plus nombreux, il laisse au public consommateur la compensation qui résulte fatalement de la baisse du franc et diminue, dans cette mesure, les effets protecteurs de certains droits antérieurement votés.

Les observations essentielles sur la portée de chacune des dispositions principales du projet peuvent se résumer aisément :

Le cacao brut (art. 62) donnera 7 millions de francs ; cette taxation est inférieure à celle de la plupart des pays étrangers. Le Gouvernement a déclaré que pour l'exportation du chocolat, il atténuera la charge des droits, dans les limites nécessaires, grâce aux détaxes qu'il peut accorder pour le sucre entrant dans la composition du chocolat.

Le sel marin était imposé par le projet sur la base du tarif minimum pour 2 à 4 centimes au kilogramme. La Commission a préféré éviter cette taxe qui rappelle de fâcheux souvenir. Une augmentation des droits sur la bière et sur les autos est envisagée pour pourvoir au déficit résultant de cette suppression, en même temps qu'à la disparition de la surtaxe proposée sur les sucres.

Les huiles minérales et essences fournissent un gros poste aux ressources nouvelles : 86,000,000 de francs pour les éthers et essences ; 60,000,000 pour les autres pétroles ; 8,000,000 pour les huiles lourdes. On doit regretter la nécessité d'imposer ces charges, mais il faut en toute équité rappeler que s'agissant d'un droit à l'hectolitre, le maintien de l'ancien taux eût représenté, au cours actuel du dollar, une réduction de droits d'environ 50 %, et certes, le Trésor n'est pas en situation de réduire des droits de ce genre. En outre, dans une large mesure les dépenses d'automobilisme sont des dépenses de luxe, que la législation fiscale, dans les circonstances actuelles, pouvait difficilement épargner.

On se rend encore mieux compte de cette nécessité en constatant que le Gouvernement est obligé de demander aux tourteaux pour l'alimentation du bétail, une contribution de 17,000,000 de francs ce qui, pour n'équivaloir qu'à 10 % *ad valorem* n'en est pas moins un impôt de consommation.

Les droits sur les broderies, dentelles, tulles, velours, tapisserie, vêtements, chapeaux de femme, etc., sont en augmentation de 5 % en moyenne ce qui donnera 8 à 10 millions de francs.

Dans l'intérêt de nos collections, qui sont loin de posséder des tapisseries anciennes en proportion de l'importance et de l'éclat que cette fabrication d'art a eus dans nos provinces, le Gouvernement a promis d'examiner avec bienveillance la suggestion d'établir, pour la classification en tapisseries anciennes et en tapisseries modernes, des règles similaires à celles qui sont en vigueur dans les pays voisins et qui ont largement contribué à enrichir leurs musées. Au point de vue fiscal la question ne présente guère d'intérêt, les droits perçus actuellement ne donnant qu'un rendement minime.

Vous le voyez, pour les douanes, vous vous trouvez, en somme, devant quelques postes importants. Les autres articles sont secondaires. N'était-ce la pression des nécessités urgentes, le Gouvernement eût sans doute évité le remaniement de ces postes assez nombreux qui ne donnent chacun que des rendements restreints.

L'exemple de la législation anglaise, qui s'inspire de ces principes de simplification, mérite d'être médité et suivi à l'avenir par notre administration.

DROITS D'ACCISES.

Le Gouvernement demandait :

120 millions de francs à la bière;

21 millions de francs au sucre, à la glucose;

25 millions de francs au tabac;

en augmentation d'environ 167 millions de francs sur ce que ces impôts donnent actuellement.

Votre Commission a estimé que le sucre étant un aliment essentiel, il était désirable d'éviter la surtaxe. Le Gouvernement a accepté cette proposition dans l'intérêt des populations.

Pour les autres matières, votre Commission a constaté que les impôts ainsi augmentés restent inférieurs, très sensiblement, aux impôts similaires établis dans les pays voisins, même après l'augmentation que subirait l'accise sur la bière, en vue d'éviter les droits sur le sel et sur le sucre.

TAXES DE CONSOMMATION.

Une des innovations fiscales récentes a été l'établissement de taxes de consommation sur des boissons qui sont incontestablement des produits de luxe, tels le champagne et les eaux minérales.

Le projet étend ce principe et demande environ 60,000,000 de francs à ce genre de taxes.

Les vins mousseux contribueront à cette charge pour . . . fr.	8,000,000
les eaux minérales pour	6,000,000
les alcools et eaux-de-vie pour.	20,000,000
les vins ordinaires pour	31,000,000

Votre Commission a pensé que dans la misère fiscale où nous nous trouvons,

cette majoration de taxe sur une consommation, à laquelle personne n'est obligé de recourir, pouvait se justifier.

Tel est le projet du Gouvernement.

Votre Commission a été unanime à estimer que s'il n'y a guère de bons impôts, surtout en matière d'impôts indirects, les tarifications proposées étaient parmi les moins dommageables qu'on pût choisir; qu'elles n'avaient pas de caractère protectionniste; qu'elles avaient l'avantage de donner un rendement immédiat; qu'elles pouvaient se voter sans exiger un nouvel examen de principes déjà connus et consacrés et qu'enfin elles étaient au point de vue du taux, dans une large mesure, une adaptation inévitable aux conditions monétaires nées de la crise à laquelle nous voulons porter remède.

Le rétablissement de l'équilibre nécessaire entre impôts directs et impôts indirects demeure, naturellement, réservé et sera, nous en sommes certains, un des soucis du Parlement.

La Commission, en dehors de la suppression des droits sur le sel, le sucre et la glucose, ne propose que trois amendements.

Le premier consiste à ajouter à l'article 9 les mots :

« Cette autorisation est donnée pour un terme de quatre ans. »

Et, à la fin de la loi, les déclarations du Gouvernement doivent faire ajouter deux articles.

Le premier marquerait nettement que le produit des nouveaux impôts sera versé intégralement au Fonds d'amortissement; il porterait :

« ART. 18. — Les ressources complémentaires, créées par les dispositions qui précèdent, sont affectées exclusivement au Fonds d'amortissement de la Dette publique. »

Le second serait ainsi conçu :

« ART. 19. — La présente loi cessera ses effets au 31 décembre 1929. »

Moyennant ces amendements et observations, la Commission est unanime à vous proposer l'adoption du projet.

Le Rapporteur,
LOUIS FRANCK.

Le Président,
MAX HALLET.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen door de Commissie ingediend.
ARTICLE PREMIER.	EERSTE ARTIKEL.
Ajouter au § 2 un alinéa ainsi conçu :	Aan § 2 een alinea toevoegen, luidende :
Cette autorisation est donnée pour un terme de quatre ans.	Deze machtinging wordt verleend voor een termijn van vier jaar.
ART. 2.	ART. 2.
Supprimer le n° 171.	N° 171 weg te laten.

ART. 4 et 5.

Supprimer ces articles (et par voie de conséquence supprimer le n° 2° de l'art 17).

ART. 18 (nouveau).

Les ressources complémentaires créées par les dispositions qui précèdent sont affectées exclusivement au Fonds d'amortissement de la Dette publique.

ART. 19 (nouveau).

La présente loi cessera ses effets au 31 décembre 1929.

ART. 4 en 5.

Deze artikelen weg te laten (en dienvolgens n° 2° van art. 17 insgelijks).

ART. 18 (nieuw).

De bijkomende inkomsten, tot stand gebracht door de voorgaande bepalingen, worden uitsluitend aangewend voor het Delgingsfonds van de Staatsschuld.

ART. 19 (nieuw).

Deze wet houdt op van kracht te zijn op 31 December 1929.

(N° 324)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 JUNI 1926.

Ontwerp van wet tot wijziging van het tolltarief en van sommige accijnsrechten,
en tot vestiging of herziening der verbruikstaxes (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE BEGROOTINGEN
EN DE BEZUINIGINGEN (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **FRANCK**.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp waardoor het tarief der douanen alsmede sommige accijnsrechten worden gewijzigd en verbruikstaxes worden gevestigd of herzien, zal, volgens schatting der Regeering, 529 millioen frank opleveren. Dit bedrag wordt uitsluitend aan het Delgingsfonds van 's Lands Schuld besteed en die belasting wordt slechts voor vier jaar gevraagd.

Na de hoogdringendheid der door de Regeering voorgestelde financiële maatregelen te hebben erkend, alsmede de volstrekte noodzakelijkheid deze geldmiddelen onverwijld te vinden, wil men de erge crisis, die wij doorworstelen, weren, heeft uwe Commissie staande voets het ontwerp onderzocht. Zij heeft dit kunnen doen, omdat de grondbeginselen van het ontwerp reeds in onze wetgeving zijn neergelegd. Deze beginselen werden vroeger in het Parlement breedvoerig behandeld. Het ontwerp doet dan ook niet anders dan de bestaande rechten verhoogen, ofwel de toepassing ervan uitbreiden tot verbandhoudende zaken.

De bevoegde Ministers en hunne ambtenaren hebben aan de Commissie al de gewenschte inlichtingen verschaft.

TOLRECHTEN.

Uwe Commissie heeft vooreerst vastgesteld dat de Regeeringsleden het volkomen eens waren over dit hoofdzakelijk beginsel, dat het ontwerp slechts van fiskalen aard was, dat elke toepassing van protectionnistischen aard zou worden geweerd, vooral daar het ontwerp in de aanpassing ruime vrijheid laat aan de Uitvoerende Macht. Op dit stuk werd ons de meest volstrekte verzekering gegeven; de Regeering zal enkel in acht nemen het belang van de Schatkist, enkel de noodzakelijkheid aan het Delgingsfonds steeds de vereischte middelen te kunnen verschaffen.

(1) Ontwerp van wet, n° 314.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Hallet, bestond uit de heeren Bologne, Brusselmans, Carlier, David, De Bruyne (Aug.), Debunne, Dejardin, de Lierlekerke, de Wouters d'Oplinter, Franck, Golenvaux, Hoen, Lepage, Merlot, Pecher, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Ackere en Wauwermans.

De Commissie heeft er trouwens aan gehouden, de aldus uitzonderlijk verleende macht te beperken tot een zeker tijdsverloop; zij is zeker, het gevoel van het Land en den wil der Kamer weer te geven, wanneer zij den wensch uitdrukt, dat binnen den kortst mogelijken tijd het toltarief zijn vroegere vastheid kunne herwinnen, en dat er thans echter door de Wetgevende Macht wijziging wordt in gebracht. Dat is een hoofdbeginsel van ons publiek recht, waaraan niet mag worden getornd.

Zij heeft daarna post per post de voorgestelde wijzigingen en verhoogingen onderzocht, en zich vergewist dat geen enkele daarvan den schijn mocht hebben, verandering te brengen in de levenswensen van onze uitvoer-nijverheid en van onzen internationalen handel; de Regeering heeft trouwens bevestigd dat, zoo ernstige bezwaren tot uiting kwamen, zij gebruik maken zou van de macht, haar door de wetgeving verleend, om de zaak te verhelpen.

Verder hebben wij bevonden dat de verhooging der rechten in ruime mate werd gebillijkt door den stand van onzen wisselkoers; het spreekt van zelf, dat de bestaande rechten op het gewicht of op de maat, op grondslag van 100, ernstige verandering ondergaan, wanneer de wisselkoers tot 150 stijgt. Dat is een van de gekende en voorziene bezwaren der specifieke rechten. De Regeering neemt slechts in sommige gevallen dezen factor in aanmerking; dat wil zeggen, dat in de andere gevallen, die veel talrijker zijn, zij aan den verbruiker de vergoeding bezorgt, die noodzakelijkerwijs voortvloeit uit de daling van de frankwaarde en, in deze mate, de gevolgen der beschermingsmaatregelen vermindert van sommige vroeger goedgekeurde rechten.

De voornaamste aanmerkingen over elk der bijzonderste bepalingen kunnen als volgt worden samengevat :

De bruto-cacao zal 7 millioen frank opbrengen; en deze belasting is lager dan in meestal de andere landen. De Regeering heeft verklaard dat, voor den chocolade-uitvoer, de rechten binnen de vereischte perken zullen worden verzacht, dank zij de taxe welke de Regeering kan verleenen voor de suiker die in de samenstelling van de chocolade voorkomt.

Het zeezout was door het ontwerp belast op grondslag van het minimum-tarief, hetzij twee tot vier centiem per kilogram. De Commissie heeft liever deze taxe vermeden die betreurenswaardige herinneringen opwekt. Men voorziet eene verhooging der rechten op het bier en op de autos om in deze afschaffing te voorzien alsmede in het verdwijnen der voorgestelde surtaxe op de suiker.

De minerale oliën en « essences » verschaffen een aanzienlijken post in de nieuwe belastingen : 86 millioen voor ether en « essences », 60 millioen voor andere minerale oliën of soorten petroleum, 8 millioen voor zware oliën. Deze zware lasten zijn zeker te betreuren, maar men moet hier ook wel in aanmerking nemen dat, vermits het een recht per hectoliter geldt, door het zakken van onzen wisselkoers tegenover den dollar, de bestaande lasten met 50 t. h. zijn verminderd, en zeker kan de Schatkist in deze tijden geen vermindering van lasten toestaan. Bovendien zijn de uitgaven van automobilisme in ruime mate weelde-uitgaven, welke de fiskale wetgeving, onder de bestaande omstandigheden, moeilijk kon sparen.

Men begrijpt nog beter deze noodzakelijkheid, wanneer wij bevinden, dat de Regeering verplicht is eene belasting van 17 millioen frank te vragen op de lijnkoeken voor de voeding van het vee; deze belasting, die 10 t. h. *ad valorem* bedraagt, is feitelijk eene verbruiksbelasting. Er zijn nieuwe heffingen op borduurwerk, kanten, tulle, fluweel, tapijtwerk, kleederen, vrouwenhoeden, enz.,

tot een bedrag van 5 t. h. vermeerdering gemiddeld; hetgeen 8 tot 10 miljoen frank opbrengen zal.

In het belang van onze nationale verzamelingen, die op verre na het oude tapijtwerk niet bezit in verhouding tot den glans dezer kunstfabricage in onze provinciën, heeft de Regeering beloofd welwillend het voorstel te onderzoeken om, voor de klasseering onder oud tapijtwerk en modern tapijtwerk gelijkaardige regelen te stellen als die welke gevolgd worden in de naburige landen en die in ruime mate geholpen hebben om hunne musea te verrijken.

In fiscaal opzicht, heeft het vraagstuk weinig belang, daar de thans geïnde rechten slechts weinig opleveren.

Wat de tolrechten betreft, staat men dus slechts voor enkele belangrijke posten, terwijl de andere punten van ondergeschikt belang zijn. Ware de quaestie niet zoo spoedeischend, dan zou ongetwijfeld de Regeering de herziening vermeden hebben van deze vrij talrijke posten die ieder slechts weinig geldmiddelen verschaffen.

De Engelsche wetgeving die op deze beginselen van vereenvoudiging steunt, kan in 't vervolg met vrucht door ons bestuur als een voorbeeld worden overwogen.

ACCIJNSRECHTEN.

De Regeering vroeg :

120 miljoen frank op het bier,

21 miljoen frank op de suiker en de glucose;

25 miljoen frank op de tabak;

dat wil zeggen, dat deze belastingen ongeveer 167 miljoen frank meer moeten opbrengen dan tot nog toe het geval was.

Daar suiker een hoofdzakelijk voedingsmiddel is, was uwe Commissie van gevoelen dat het wenschelijk was de surtaxe te vermijden. In het belang der bevolking, heeft de Regering dit voorstel aangenomen.

Voor de andere belastbare zaken, heeft uwe Commissie bevonden dat de aldus verhoogde belastingen nog merkkelijk lager staan dan de gelijkaardige belastingen in de naburige landen, zelfs met de accijnsverhooging op het bier die zou ingevoerd worden ten einde de rechten op zout en suiker te vermijden.

VERBRUIKSTAXES.

De verbruikstaxe op de dranken die onbetwistbaar weeldeartikelen zijn, zooals schuimwijn en mineraal water, is een der onlangs ingevoerde rechten.

Door het ontwerp wordt dit beginsel uitgebreid en men verwacht daarvan ongeveer 60 miljoen frank.

De schuimwijnen moeten daarvan opleveren	fr. 8,000,000
Het mineraal water	6,000,000
De alcohol en brandewijn.	20,000,000
De gewone wijnen.	31,000,000

Uwe Commissie oordeelde, dat de fiskale nood waarin wij ons bevinden, deze verhooging van de belasting op een verbruik dat voor niemand onontbeerlijk is, billijkt. Dit is dus het ontwerp van de Regeering.

Uwe Commissie was eenparig van meening dat, zoo het waar is dat er geene goede belastingen zijn, vooral in zake onrechtstreeksche belastingen, deze welke worden voorgesteld tot de minst slechte behoorden, dat ze geen protectionistisch karakter hadden, dat ze konden aangenomen worden zonder een nieuw onderzoek van reeds gekende en bekrachtigde beginselen te vereischen, en dat zij ten slotte, wat betreft hun omvang, in eene ruime mate eene onvermijdelijke aanpassing zijn aan de munttoestanden voortgevloeid uit de crisis die wij willen bestrijden.

Het herstel van het noodzakelijk evenwicht tusschen rechtstreeksche en onrechtstreeksche belastingen, blijft natuurlijk voorbehouden en zal, wij zijn er van overtuigd, aan de aandacht van de Kamer niet ontsnappen.

De Commissie stelde slechts drie amendementen vóór, buiten de afschaffing van de taxes op de suiker, het zout en op de glucose, te weten :

In artikel 9, toe te voegen :

« Deze machtiging wordt verleend voor een termijn van vier jaar. »

En aan het slot moeten, volgens de Regeeringsverklaring, twee artikelen toegevoegd worden. Het eerste moet duidelijk bepalen dat de opbrengst van de nieuwe belastingen in haar geheel zal gestort worden in het Delgingsfonds, en zou luiden :

« ART. 18. — De bijkomende inkomsten tot stand gebracht door de voorgaande bepalingen worden uitsluitend aangewend voor het Delgingsfonds van de Staatsschuld. »

Het tweede zou luiden :

« ART. 19. — Deze wet houdt op van kracht te zijn op 31 December 1929. »

Onder voorbehoud van deze amendementen en opmerkingen, stelt de Commissie U eenparig voor het ontwerp aan te nemen.

De Verslaggever,
LOUIS FRANCK.

De Voorzitter,
MAX HALLET.

Amendements proposés par la Commission.

ARTICLE PREMIER.

Ajouter au § 2 un alinéa
ainsi conçu :

Cette autorisation est donnée pour
un terme de quatre ans.

ART. 2.

Supprimer le n° 171.

Amendementen door de Commissie ingediend.

EERSTE ARTIKEL.

Aan § 2 een alinea toevoe-
gen, luidende :

Deze machtiging wordt verleend voor
een termijn van vier jaar.

ART. 2.

N° 171 weg te laten.

ART. 4 et 5.

Supprimer ces articles (et par voie de conséquence supprimer le n° 2° de l'art. 17).

ART. 18 (nouveau).

Les ressources complémentaires créées par les dispositions qui précèdent sont affectées exclusivement au Fonds d'Amortissement de la Dette publique.

ART. 19 (nouveau).

La présente loi cessera ses effets au 31 décembre 1929.

ART. 4 en 5.

Deze artikelen weg te laten (en dienvolgens n° 2° van art. 17 insgelijks).

ART. 18 (nieuw).

De bijkomende inkomsten, tot stand gebracht door de voorgaande bepalingen, worden uitsluitend aangewend voor het Delgingsfonds van de Staatsschuld.

ART. 19 (nieuw).

Deze wet houdt op van kracht te zijn op 31 December 1929.
